



L'approche intégrée de l'égalité entre les sexes: Peut-elle être efficace pour les droits économiques des femmes?

Numéro 3, novembre 2004

point de mire

L'approche intégrée de l'égalité entre les sexes avait pour objectif de livrer aux femmes leur égalité selon la Plateforme d'action de Beijing où elle a été citée plus de 35 fois. C'était un processus auquel nous avons prêté notre appui le plus résolu et pour lequel nous sommes rigoureusement battues au sein de plusieurs réunions et négociations et dans plusieurs documents préparatifs avant la rencontre de Beijing. Cependant, 10 ans plus tard, non seulement la Plateforme d'action de Beijing n'est prise au sérieux que par très peu, mais l'approche intégrée de l'égalité de genre est partout critiquée comme étant dans le meilleur des cas, un cadre conceptuel prêtant à confusion et au pire des cas, une force ayant totalement sapé les droits de la femme.

L'AWID a choisi de concevoir ce numéro afin de stimuler un débat sur la manière dont l'approche intégrée de l'égalité est perçue, ses impacts et ce qui est requis à cet égard. À ce moment précis de l'histoire, il y a une clameur grandissante au sein du mouvement des femmes qui exige que nous réexaminions nos stratégies afin de remettre tous les droits des femmes sur les ordres du jour nationaux et internationaux. Nous avons donc demandé à quatre membres dynamiques de l'AWID, toutes impliquées au quotidien dans l'approche intégrée de l'égalité (et ses impacts) mais de différentes manières et dans différents lieux, d'exprimer leurs opinions sincères sur ce qui semble l'avoir mené à l'échec. Nous avons ensuite fait suivre leurs honnêtes réponses aux unes et aux autres et nous leur avons demandé de faire des commentaires sur ce qu'ont écrit leurs collègues.

Mariama Williams, Everjoyce Win, Gerd Johnsson-Latham et Joanne Sandler offrent des analyses éclairées et elles partagent des opinions remarquablement similaires. Elles donnent également des suggestions concrètes sur comment se sortir de ce borbier. Elles expriment aussi des points de vue qui ont besoin d'être pris en considération. Nous vous invitons donc à joindre votre opinion à ce débat important que nous partagerons avec nos membres en écrivant à awid@awid.org. Avec la révision de Beijing + 10 qui approche, il est grand temps de nous réapproprier ce que l'approche intégrée de l'égalité avait réellement l'intention d'accomplir.

Joanna Kerr
Directrice Exécutive

L'approche intégrée de l'égalité est une stratégie qui a pour objectif de provoquer l'égalité entre les sexes et avancer les droits de la femme en infusant une analyse sexospécifique, de la recherche attentive à l'équité entre les sexes, les perspectives des femmes et les objectifs de l'égalité entre les sexes dans les politiques, les projets et les institutions courantes. Au lieu d'avoir des activités réservées aux femmes, ou en plus des interventions ciblées sur la promotion du pouvoir d'action des femmes, elle met l'accent sur les enjeux propres aux femmes et l'égalité entre les sexes dans tous les processus de développement de politiques, de recherche, de plaidoyer, de législation, d'attribution de ressources, de planification, de mise en œuvre et de contrôle des programmes et projets. L'approche intégrée de l'égalité se veut transformative, changeant ainsi la définition et le discours même du développement pour y inclure l'égalité entre les sexes comme moyen et fin. L'intégration complète du genre entraînera ainsi un changement dans la direction du « courant ».

L'approche intégrée a été appuyée et promue par les Nations Unies, la Banque mondiale et par de nombreux organismes d'aide bilatérale, départements gouvernementaux et organisations de droits de la personne et de développement. Les

résultats ont été mixtes. Nombreux défenseur-e-s de l'égalité entre les sexes la considère comme la seule stratégie en mesure d'empêcher les enjeux relatifs aux femmes d'être relégués en arrière plan. Elles/Ils la considère comme étant la seule stratégie qui mènera à l'intégration des objectifs de l'égalité entre les sexes et des droits de la femme dans les soi-disant « enjeux fondamentaux » relatifs à la macroéconomie et à l'élimination de la pauvreté. Cependant pour d'autres, les promesses de l'approche intégrée de l'égalité ont depuis longtemps été oubliées. Selon leurs expériences, elle a engendrée la disparition de l'attention portée sur les besoins spécifiques des femmes et les impacts ventilés par sexe des politiques et des programmes.

L'approche intégrée de l'égalité a-t-elle été efficace dans certaines institutions, dans certains secteurs ou certaines régions ? Quel est son potentiel ? À quel moment a-t-elle rencontré des obstacles ? Peut-elle être utilisée de manière efficace pour provoquer des changements institutionnels et politiques importants afin de protéger les droits économiques des femmes ? Il n'existe pas une solution unique et définitive à ces questions mais il y a toutefois beaucoup à apprendre des expériences pratiques et des analyses critiques.



Les perspectives de l'approche intégrée de l'égalité dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies

Mariama Williams, IGTN et DAWN

La vision et l'intentionnalité de l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes

Un problème clef des approches intégrées actuelles de l'égalité entre les sexes est la perte de l'impératif principal et de la force directive intrinsèques à l'approche intégrée de l'égalité. L'approche intégrée de l'égalité entre les sexes n'est pas simplement un objectif auquel aboutir ; c'est un processus. C'est un processus pour garantir l'équité, l'égalité et la justice entre les sexes dans tous les aspects critiques de la vie des filles et des garçons, des femmes et des hommes. À ce titre, c'est l'impératif moral et éthique aussi bien que fondamental des droits humains dans toutes leurs formes. Il doit donc être enraciné dans toutes les institutions et toutes les opérations des organes vitaux de pouvoir et des processus de prise de décision qui promeuvent et œuvrent pour le développement des sociétés justes et prospères au niveau national, régional et international. L'approche intégrée de l'égalité entre les sexes doit être la fondation du processus de développement, de la réduction de la pauvreté, des politiques de la protection de l'environnement, de la bonne gouvernance et de la démocratie.

Il y a un besoin urgent à réviser les concepts et les cadres de l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes. Nous avons apparemment perdu tout contrôle de la notion qu'est le genre comme catégorie d'analyse qui met en relief les relations de pouvoir entre les femmes et les hommes en termes d'accès aux et de l'appropriation des ressources et des forces dynamiques du pouvoir. L'approche intégrée de l'égalité entre les sexes et les problèmes auxquels elle fait aujourd'hui face ne sont pas simplement un phénomène empirique mais plutôt un problème profond de conflit de valeurs, de politiques de pouvoir, de tensions analytiques, de contradictions et dilemmes reliés selon différentes interprétations et attentes au niveau institutionnel, de la prise de décision au niveau opérationnel.

En fin de compte, certaines de ces tensions non résolues et le manque de clarté concernant les objectifs et les buts, ont contribué à un retour vers une attention instrumentaliste plus aiguë

portée sur le genre/les femmes comme moyen pour parvenir à une fin. Toutefois, le développement et/ou la mise en application réussie d'un projet ne devrait pas être le principal objectif de l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes.

Il y a au moins deux raisons majeures contribuant à cette situation. Premièrement, il y a un sous-investissement quant il en vient à se tenir informé des initiatives analytiques et celles orientées vers les programmes qui ont pour objectif de développer et de renforcer les catégories critiques pour l'approche intégrée de l'égalité dans des domaines tels que l'économie féministe. La deuxième raison est l'écart qui persiste et continue de croître entre la macroéconomie et l'approche intégrée de l'égalité de genre. Il y a peu d'interaction entre la planification au niveau macro/ phénomène macro (c.-à-d. la politique budgétaire, la politique commerciale, la libéralisation financière et la privatisation) et l'approche intégrée au niveau de l'analyse de la politique et des mises en application au sein des organisations gouvernementales, internationales et intergouvernementales. Cela donne lieu à une approche fragmentée au développement et aux activités de l'égalité entre les sexes.

Les macrodéficits des approches contemporaines à l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes

Il est indéniable que les considérations financières et commerciales déterminent l'agenda et l'environnement dans lesquels l'approche intégrée se produit. Ces événements à l'échelon macroéconomique ont un impact aussi sur l'aspect fond bien que sur la portée opérationnelle de l'approche intégrée de l'égalité et contribuent ainsi –et non à moindre mesure—aux faiblesses de la dite approche.

Par exemple, la politique macroéconomique prédétermine la surestimation accordée à la croissance qui renforce une approche intégrationniste à l'approche intégrée de l'égalité de genre et qui engendre systématiquement un changement de ce processus vers le courant IFD plutôt que vers le courant beaucoup plus transformateur qu'est le GED. La globalisation, la libéralisation commerciale et la cohérence émergente entre les institutions financières et commerciales internationales affectent énormément l'espace des politiques au niveau national. Il n'y a toutefois pas d'interaction entre les politiques au niveau institutionnel concernant l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes. En plus, les approches actuelles aux objectifs macroéconomiques ont tendance à produire un effet régressif sur le revenu et la distribution des actifs. Cela a des implications directes dans le renforcement non seulement d'un faux choix entre l'efficacité et l'équité mais

engendre également un engagement vers un cadre limité pour l'anti-pauvreté qui en retour, brouille la piste pour les objectifs de l'égalité entre les sexes.

Dans le contexte du cadre macroéconomique, il existe cette impression prédominante que les questions qui y sont abordées sont du domaine des enjeux « difficiles » qui n'ont rien à faire avec le genre. L'égalité entre les sexes et l'approche intégrée de l'égalité de genre sont donc reléguées au domaine dont les enjeux sont « faciles » et qui doivent être abordées pour compléter et compenser les coûts d'ajustements nécessaires des décisions et les résultats de la planification macroéconomique. Ainsi, il est parfaitement acceptable par exemple d'examiner les domaines de la distribution alimentaire entre les hommes et les femmes toutefois, le genre n'a aucune place dans les débats sur la libéralisation agricole ou la réduction tarifaire. Pourtant tout deux ont des conséquences importantes sur la sécurité alimentaire, l'autosuffisance et les moyens d'existences durables. De même, le cadre de la propriété intellectuelle est souvent estimé être du domaine des « enjeux difficiles » n'ayant aucune dimension sexospécifique ; toutefois, l'accès des femmes et des hommes à la médecine, au savoir traditionnel, aux transferts technologiques est affecté par les régimes des droits à la propriété intellectuelle.

Les approches actuelles à la macroéconomie ont tendance à appliquer et renforcer un agenda anti-pauvreté simpliste qui, bien qu'important et nécessaire, n'est toutefois pas suffisant comme objectif pour l'approche intégrée de l'égalité de genre. Nous devons avancer le débat au-delà de la réduction de la pauvreté afin d'examiner les problèmes structurels de l'inégalité et des injustices économiques qui renforcent les anciennes formes de pauvreté et d'inégalités. L'égalité entre les sexes doit être réaffirmée comme une fin en soi et pas uniquement comme un moyen pour parvenir à une fin lorsque cela est pratique. Cela nécessite que l'on prête attention aux politiques structurelles et aux changements de paradigmes y compris une attention particulière portée aux facteurs institutionnels tels que les soi-disant enjeux difficiles et enjeux faciles interdépendants au niveau méta, méso, micro et macro de l'économie.

Vers une approche transformative de l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes

Cela veut dire s'attaquer aux enjeux difficiles de la redistribution du pouvoir, aussi bien au niveau institutionnel qu'au niveau national pour l'élaboration des politiques et de l'économie politique internationale également. Ces questions soulignent le besoin de rediriger le courant actuel vers des approches intégrationnistes au genre, qui essaie simplement d'incorporer les préoccupations des femmes et toutes préoccupations sexospécifiques dans les stratégies et priorités existantes, à une approche plus transformatrice. Ainsi, il y a un grand champ de réflexion pour remettre les modèles au point et repenser les règles, priorités, objectifs et la distribution des ressources.



Où va l'approche intégrée de l'égalité?

Joanne Sandler, UNIFEM

Ah, la question de l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes. Que vous soyez pour ou contre, très peu nombreux sont ceux qui débattront les aspects suivants : a) Il y a une confusion conceptuelle sur ce que l'approche intégrée de l'égalité signifie et la manière dont elle devrait être appliquée ; b) Elle n'est efficace que lorsqu'il y a un engagement à toute épreuve de leadership, des mécanismes de responsabilité sont en place, et une expertise adéquate sur l'égalité entre les sexes est disponible au moment opportun pour aligner les politiques aux pratiques avec des engagements fermes à parvenir à l'égalité entre les sexes.

Si l'approche intégrée de l'égalité était appliquée et comprise comme une stratégie pour aborder l'inégalité entre les sexes à un niveau structurel et réaliser une transformation fondamentale en éliminant des préjugés sexuels et les déséquilibres de pouvoir entre les hommes et les femmes, cela mérite certes de s'y investir davantage. Nous devons toutefois faire de longues recherches pour trouver des exemples illustrant l'approche intégrée étant utilisée — ou même conceptualisée — d'une telle manière. L'approche intégrée, dans la pratique, est plus souvent utilisée comme stratégie pour obscurcir et sous-évaluer la signification de l'inégalité entre les sexes.

Les exemples sont innombrables. La situation classique se déroule en générale de la manière suivante. Un plan est formulé : cela peut être une stratégie de réduction de la pauvreté, le budget pour la reconstruction de l'Afghanistan, ou une stratégie de la société civile pour influencer une conférence mondiale. Cinq équipes d'intervention sont formées (p. ex., pauvreté, eau, santé, etc.), mais l'égalité entre les sexes n'a pas besoin d'une équipe d'intervention car elle est intégrée. Les budgets sont attribués à chaque équipe d'intervention. Toutefois, l'égalité entre les sexes n'a pas besoin d'un budget car elle est intégrée. Puis, un report est rédigé sur le travail effectué par les équipes d'intervention avec des chapitres sur chaque enjeu, mais l'égalité entre les sexes n'a pas de chapitres car elle est intégrée. Ensuite il y a une réunion de haut niveau avec les leaders des cinq équipes d'intervention présents, mais personne n'est présent pour représenter l'égalité entre les sexes carvous l'avez deviné.

Ce qui se passe en coulisses est encore plus ridicule. Celles/ceux préoccupé(e) s par l'égalité entre les sexes et les droits de la femme n'ont pas leur propre équipe d'intervention, ils/elles forment alors un « groupe de travail ». Le groupe devient à ce moment-là *les*



awid

Numéro 3, novembre 2004

point de mire

intégristes. Ils/Elles se répartissent afin « d'influencer » les équipes d'intervention. Ils/Elles préparent minutieusement les documents de travail sur les dimensions sexospécifiques de chaque enjeu abordé par les équipes d'intervention. Ils/Elles entreprennent un « plaidoyer fondé sur les résultats ». Ils/Elles font du lobbysme. Ils/Elles ont la double tâche d'avoir à influencer les équipes d'intervention tout en assurant une coordination avec leurs collègues au sein du « groupe de travail ».

Parfois ces efforts donnent suite à un très grand succès; ils/elles réussissent souvent à faire inclure un paragraphe ou deux. Si toutefois ils/elles ratent une réunion particulièrement critique, leurs réussites peuvent être éliminées en une nanoseconde. Les doubles et triples journées des femmes, qui ont bien été documentées dans le domaine reproductif, sont en train d'être répétées dans les activités pour l'égalité entre les sexes. Alors que l'équipe d'intervention pour la faim ou pour l'eau se concentre sur les stratégies pour confronter les problèmes de la faim et de l'eau, celles qui travaillent sur l'égalité entre les sexes courent follement d'une équipe d'intervention à une autre tout en gérant leurs propres « groupes de travail ».

Aruna Rao, David Kelleher et Rieky Stuart ont écrit sur les profondes structures qui au sein des organisations entravent ou empêchent que l'approche intégrée de l'égalité de genre soit une stratégie efficace de transformation vers la justice sexospécifique. Nous pouvons avoir une analyse solide des sexospécificités, une formation sur l'égalité entre les sexes de haute qualité et une politique superbe sur l'égalité entre les sexes, pourtant quand il en vient à remplir la tâche, convoquer les équipes d'intervention, affecter les budgets, distribuer les médicaments du VIH ou de la nourriture dans un camp de réfugiés, les femmes et les filles ont encore un accès réduit et une influence restreinte comparés aux hommes, ce qui entraîne une grande menace à leur vie, leur sécurité et leur potentiel avenir.

Utiliser l'approche intégrée de l'égalité comme une stratégie directrice a provoqué des effets secondaires importants, donnant lieu à de nouveaux outils précisément parce que celles/ceux qui plaident pour l'égalité entre les sexes et les droits de la femme en sont venu-e-s à comprendre que la responsabilité et la mise en application des accords sont critiques pour faire des progrès. La budgétisation sensible au genre (BSG) par exemple est un domaine de travail prometteur qui reçoit de plus en plus de soutien et d'intérêt à travers le monde. La BSG est en train d'être utilisée comme instrument transformateur en Tanzanie et en Ouganda afin d'offrir une plus grande transparence,

participation et responsabilité aux processus budgétaires au niveau local et national, puis en Équateur comme mécanisme pour réexaminer le budget avec la participation populaire et la réaffectation des ressources suite aux résultats de l'analyse. Un plus grand intérêt porté aux impacts des politiques macroéconomiques différenciés par sexe et une amélioration des capacités à rassembler et à utiliser les données désagrégées par sexe ont également été générés suite à une confiance accordée à l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes. Ces outils et analyses sensibilisent, produisent des preuves et provoquent même des changements de politiques importants. Dans presque tous les exemples cependant, les défenseur-e-s des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes sont au premier plan du développement, du lobbysme pour l'usage et la surveillance de ces outils. S'il y a une baisse de soutien pour leur travail à cause de différents engagements pour l'« approche intégrée de l'égalité », jusqu'où nous mèneront ces outils ?

Au-delà des questions à savoir si l'approche intégrée de l'égalité est suffisamment efficace pour engendrer un changement institutionnel et de politique, il y a trois questions supplémentaires qui méritent d'être explorées davantage : a) Est-elle une stratégie efficace comparée aux autres choix ? b) Est-elle réellement une stratégie ? Et c) Même si les réponses aux questions (a) et (b) sont affirmatives, des connotations négatives ont-elles tellement été attribuées à l'approche intégrée de l'égalité qu'il nous faut dorénavant changer de terminologie ?

Quelles sont les autres choix ? La Plate-forme d'action de Beijing et d'innombrables politiques pour l'égalité entre les sexes mettent en évidence deux stratégies pour parvenir à l'égalité entre les sexes : l'approche intégrée de l'égalité de genre et le renforcement du pouvoir d'action des femmes (ou une attention particulière sur les femmes). Mon opinion personnelle est que nous n'avons pas rendu service à la question de l'égalité de genre et celle des droits de la femme lorsque celles-ci sont présentées comme des choix plutôt des stratégies transversales. Quoi qu'il en soit, des deux stratégies, les évidences empiriques indiquent qu'assurer le renforcement du pouvoir d'action des femmes est souvent plus susceptible d'avoir un impact direct et transformateur que le processus lent et confus qu'est l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes.

Je commence cependant à me demander si le problème est en partie basé sur le fait que l'approche intégrée de l'égalité ne soit pas du tout une stratégie. Si nous la considérons comme une théorie sans grande application pratique, elle est alors un construit intéressant que peuvent examiner les universitaires, les philosophes et autres. Si nous

cessons d'en parler comme s'il s'agissait d'une stratégie, nous pourrions ainsi nous tourner vers des approches plus pratiques.

Je suis certaine d'une chose. La confusion conceptuelle concernant le genre et l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes est un inconvénient dans le cadre de travail pour promouvoir et protéger les droits des femmes et l'égalité entre les sexes. Le « sexe » c. le « genre » c. les « femmes » causent une grande exaspération. Un collègue à l'ONU, qui travaille au sein de l'organisation depuis plus de 25 ans, m'a demandé un jour en tout sérieux, « Pourquoi ne pouvons-nous plus simplement parler du travail au service des femmes ? »

Nous voulons trouver des approches qui soient efficaces et transférer tout savoir sur ce qui est fructueux à d'autres institutions. Cela nécessite une sérieuse réflexion. L'approche intégrée de l'égalité n'est pas le problème, mais il se peut aussi qu'une dépendance continue sur cette approche comme étant la stratégie principale, ne soit pas la solution. Durant cette phase finale antérieure à la révision de la Plate-forme d'action de Beijing 10 ans après, il n'y a probablement pas de conversation plus importante à avoir que celle qui nous aidera à développer de nouvelles alternatives et stratégies plus efficaces afin de pouvoir faire des engagements visionnaires pour les droits humains des femmes et l'égalité entre les sexes, une réalité.



L'approche intégrée de l'égalité: Une option de second choix

Gerd Johnsson-Latham, Ministère des Affaires Étrangères, Suède

La *Plate-forme d'action de Beijing* (PfA), adoptée à la 4^{ème} Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes en 1995, a établie l'approche intégrée de l'égalité de genre comme stratégie pour aborder les inégalités et l'accès inégal aux ressources relatif aux points névralgiques de la *Plate-forme d'action*. Nombreux ont considéré celle-ci comme un remarquable succès ayant le potentiel de transformer l'ensemble des développements. La PfA soulignait qu'*avant* que toutes décisions soient prises, une analyse sexospécifique soit faite ainsi qu'une politique visible sur l'égalité entre les sexes dans tous les domaines. La partie qui souligne la nécessité d'entreprendre ce processus *avant* tout engagement, semble avoir été oubliée. À mon avis, cela a complètement mis la stratégie en péril et a réduit l'approche à une simple arrière-pensée et un « ajout ». Et bien qu'en 1997, sous d'heureux auspices, l'approche intégrée de l'égalité considérée comme un moyen pour

mener de l'avant a donné suite à une résolution du Conseil économique et social, dont le texte souligne quelque chose qui, une fois de plus, semble avoir été oublié au cours des débats : une condition préalable de l'approche intégrée de l'égalité est un engagement par la haute direction, ainsi que la fourniture adéquate des ressources financières et autres.

Ainsi, 10 ans après Beijing, où en sommes-nous, quelles sont les expériences réussies, s'il y en a lieu, qui peuvent être avancées ? L'approche intégrée de l'égalité a-t-elle été utile ou non pour atteindre les objectifs généraux de la PfA et pour combattre la subordination des femmes, etc. ?

Les preuves ne semblent pas être positives. Un certain nombre d'études et évaluations des effets de la stratégie ont été présentés. En 2002 par exemple, une étude effectuée par une agence suédoise de développement international a été publiée et a indiqué que jusqu'ici, elle n'a pas été approfondie régulièrement et les résultats sont encore erratiques. La même année, la Norvège a organisé une réunion de bailleurs de fonds, offrant des preuves que bien que le genre fasse souvent l'objet de belles paroles creuses, il est rarement suivi d'un financement adéquat, d'un haut niveau d'engagement ou d'une appréhension des implications transformatrices du processus. Dans l'ensemble, les expériences de l'approche intégrée suggèrent les problèmes suivants :

a) *Le concept n'est lui-même pas clair et est mal compris:*

L'approche intégrée de l'égalité est encore difficile pour la communauté du développement car le « genre » n'est toujours pas compris comme une construction de rôles mais plutôt comme une attention prêtée aux femmes au sens biologique. Ainsi, l'« intégration » a – dans le meilleur des cas – été un rappel du besoin d'ajouter les « intérêts des femmes » afin d'« améliorer » des orientations déjà établies.

b) *L'approche intégrée de l'égalité a été réduite à une technique:*

Puisque l'approche intégrée de l'égalité a rarement le financement, le personnel ou l'engagement nécessaires, elle est souvent réduite à une question technique et à « boîte à outils. » Et beaucoup trop souvent, la technique est critiquée pour tout échec de l'approche alors que le réel problème est un manque d'engagement et de ressources et d'une véritable acceptation de la valeur égale des femmes et des hommes.

c) *L'approche intégrée de l'égalité est un prétexte pour faire des économies sur l'ensemble des ressources:*

Souvent, les agences allèguent avoir mis l'approche intégrée en application et utilisent ceci pour justifier le manque de personnel, de ressources et de planification de programme pour aborder de manière spécifique le genre et les enjeux relatifs aux femmes, « intégrant » faussement le genre et le plongeant ainsi dans l'obscurité. Donc, les activités relatives au genre peuvent

être en réalité moins équipées aujourd'hui en termes de personnel et de ressources qu'en 1995. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui est une norme de comparaison ou une sorte de critère pour ce que l'on peut identifier comme avoir été soumis à l'approche intégrée de l'égalité.

d) *L'approche intégrée de l'égalité n'a pas été transformatrice:*

L'approche intégrée telle qu'appliquée aujourd'hui accepte en effet le *statut quo* et le développement tel quel, puis y ajoute le genre. Des méthodes de beaucoup plus grande envergure sont requises pour transformer l'agenda, et mettre le genre en tête du processus de développement, réorganiser et redéfinir la structure et l'objectif principal des activités actuelles.

Les efforts aujourd'hui ne semblent pas être suffisants et peuvent ne pas être dirigés dans la bonne direction. L'approche intégrée de l'égalité veut souvent dire que les experts du genre « courent après des trains déjà en pleine vitesse » afin d'attirer au moins un minimum d'attention sur le genre (ou les femmes) dans les processus tels que les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les documents de travail pour la stratégie de réduction de la pauvreté, etc. Cela n'est pas durable et cela nous fait penser au pauvre Sisyphe surmené dans la mythologie grecque, qui chaque matin doit sans cesse recommencer à rouler un rocher jusqu'au sommet d'une montagne.

Bien que l'approche intégrée peut encore être une stratégie utile si un financement adéquat et un haut niveau d'engagement est assuré, il semble nécessaire d'explorer également de nouvelles méthodes pour atteindre de manière plus efficace les objectifs du développement et de l'égalité entre les sexes. L'approche intégrée peut être la « meilleure option de second choix », qui à ces moments difficiles de la politique mondiale alors que l'agenda pour le genre est en train d'être menacé par les fondamentalismes venant de tous les recoins, nécessite plus de lieux de réflexion à grande envergure afin de non seulement garantir certaines réflexions sur le genre mais afin de promouvoir également une transformation et un changement. Dans ce but, nous avons peut être besoin d'aller à contre-courant dans ce processus et défier les connaissances actuels et les centres d'intérêts relatifs à ce que l'on entend par le développement, la pauvreté, la privation et la sécurité humaine.

De ce fait, d'après moi, une attention plus importante devrait être accordée aux structures hégémoniques, à la domination et aux privilèges masculins qui lorsque menacés sont défendus par la force (y compris la violence à tous les

niveaux), à la fois au sein des familles et des sociétés, souvent aux dépens du bien-être des femmes et des enfants et de beaucoup d'hommes. Nous avons ainsi besoin de déplacer notre point focal essentiellement des « intérêts » et « besoins » des femmes pour plutôt examiner et exposer les éléments qui dominent en réalité les analyses, stratégies et les attributions des ressources actuelles : les intérêts et les besoins des hommes qui mènent au fait que la plupart des activités de développement aujourd'hui sont des « projets d'hommes » que l'on parle de la réduction de la pauvreté (dans les DSRP qui omettent de prêter attention au travail non rémunéré), de la santé, du VIH (qui souvent omet de se focaliser sur l'agenda du Caire), de la sécurité (qui évite de porter son attention à la violence à l'égard des femmes – même si c'est la plus grande menace à la sécurité humaine aujourd'hui et que la violence masculine est un obstacle majeur au développement qui est estimé à l'équivalent de 3% du PIB aux E.U. et probablement à 8% dans les pays de l'Amérique latine.)

Nous n'avons pas besoin de faire beaucoup d'efforts pour reformuler la vision élaborée à Beijing. La chose la plus importante est de développer des stratégies et des concepts qui puissent faciliter un changement et la réalisation des objectifs de Beijing et qui ne soient pas limités à des techniques mais qui vont droit au cœur de l'égalité aux droits et de la valeur de tous les êtres humains, nous permettant ainsi de détruire et remplacer les structures actuelles du pouvoir et du privilège, et de promouvoir plutôt l'égalité entre les sexes et le développement humain durable.



L'égalité de genre: Une intégration qui sombre dans l'oubli?

Everjoyce Win, ActionAid

Je me situe

Avant d'avoir travaillé avec l'ONG international ActionAid, je faisais partie d'un mouvement autonome de femmes au Zimbabwe, en Afrique et au niveau international. L'aspect *autonome* est important car cela souligne la distinction entre ce mouvement et certaines parties du mouvement qui sont situées dans le courant dominant des ONG de développement, celui du mouvement de

la société civile dans son ensemble ou des diverses bureaucraties. Je me suis intégrée dans ce mouvement vers la fin des années 80 lorsqu'il œuvrait pour le renforcement du pouvoir d'action des femmes et la réalisation des droits de la femme. Nous avons défié les relations de pouvoir entre les femmes et les hommes et entre les riches et les pauvres ; nous considérons comme étant l'un de nos objectifs le changement de ces relations de pouvoir à tous les niveaux. Nous utilisons l'analyse comparative des sexes et les cadres du genre et développement développés par des féministes (oui, il est important de souligner qu'ils ont été développés par des *féministes*). Nos activités consistaient à éduquer les femmes/filles sur leurs droits, entreprendre des activités de développement économiques, faire des recherches et utiliser les médias. Certaines parties du mouvement travaillaient directement avec les femmes alors que d'autres travaillaient avec les hommes, d'autres avec des décideurs et certaines avec des groupes mixtes.

Vers la moitié des années 90, surtout au moment où nous nous apprêtons pour la conférence de Beijing de 1995, un nouveau « mouvement » a émergé, le « mouvement pour l'égalité entre les sexes » avec ses initiatives « le genre s'exprime » et « l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes ». Ce type de travail pour l'égalité entre les sexes, qui est devenu la règle plutôt que l'exception, est très différent de mon séjour au sein du mouvement autonome des femmes.

Ce que j'entends par l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes

L'approche intégrée de l'égalité entre les sexes a un double sens : C'est une *stratégie* et un *processus d'élaboration d'un agenda et de changement* à différents niveaux au sein des organisations et des institutions.¹ C'est à la fois un processus technique et politique qui nécessite une réorientation au niveau des cultures organisationnelles et la manière de penser, ainsi qu'au niveau des objectifs, des structures et des attributions des ressources des organisations. Cela nécessite également au besoin, des changements à différents niveaux des institutions et des organisations, prêtant une attention particulière à l'égalité entre les femmes et les hommes dans les procédures d'élaboration des agendas, de l'élaboration des politiques, de la planification, de la budgétisation, de la mise en application, de l'évaluation et toutes prises de décision.

L'approche intégrée de l'égalité entre les sexes *n'est pas un but ou une fin en soi*. C'est un moyen pour parvenir à l'égalité entre les sexes. La fin requise demeure être l'égalité, les droits humains et la justice, ainsi que le changement fondamental dans les relations de pouvoir entre les femmes et les hommes.

Malheureusement, l'approche intégrée de l'égalité est trop souvent considérée comme une fin en soi. Dans la pratique, les aspects transformateurs de l'approche

intégrée de l'égalité ont été marginalisés. Plusieurs institutions qui ont adopté l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes l'abordent de manière très technique. Les institutions conventionnelles telles que la Banque mondiale et les institutions étatiques ont ajouté « l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes » à leur rhétorique mais n'ont toutefois pas changé leurs pratiques ou leurs politiques.

Faire du genre une « question transsectorielle » a tendance à réduire l'attention accordée aux réels enjeux. Dans certains cas, *l'intégration de l'égalité entre les sexes a sombré dans l'oubli*. Dans de nombreuses organisations de développement, les départements ou programmes de genre ont été éliminés progressivement et dans certains cas, complètement abolis. Depuis la Conférence de Beijing de 1995, les organisations de femmes et les départements de l'égalité de genre dans de larges institutions telles que les agences gouvernementales et celles de développement se battent pour survivre. Les ressources ont été considérablement réduites, avec pour arguments que leurs présences et expertise ne sont plus requises compte tenu des efforts de l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes. Sous pression de produire des indicateurs de changement ou de progrès, la réponse habituelle est que le genre est dorénavant transversal et intégré et ne peut donc plus être « mesuré ».

Liés aux tendances ci-dessus sont des prédominantes idées fausses à propos du genre. Nombreuses organisations de développement aujourd'hui débattent qu'utiliser une « approche sexospécifique » laisse entendre un besoin de se concentrer sur les hommes et de les inclure comme bénéficiaires. Nombreuses organisations pour les droits des femmes ont de plus en plus de difficultés à avoir accès aux ressources si leurs programmes ne prennent pas les hommes en compte. Pendant la période entre 2000 et 2002, l'ACDI au Zimbabwe a expressément refusé d'approuver des propositions de financement sous prétexte que les hommes étaient exclus.² Simultanément, de larges quantités de ressources sont attribuées disproportionnellement à des projets tels que le travail de partenariat avec les hommes et les garçons sur le VIH/SIDA et les démonstrations des hommes contre la violence. Le manque de clarté conceptuel du genre en tant que concept analytique – plutôt que stratégie – explique certaines de ces tendances.

Ce qui était au départ une tentative positive pour renforcer les succès et prendre appui sur les défis des 20 dernières années et promouvoir les droits des femmes, a comme le concept du genre, été déformé jusqu'au point de vouloir dire autre chose. Sachant que les projets/programmes élaborés nommément pour les groupes marginalisés avaient tendance à être marginaux et à avoir très peu d'impact, l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes était considérée comme une stratégie capable d'accroître les gains. Le choix d'adopter cette approche intégrée était aussi basé sur le sous-entendu que les enjeux relatifs au genre sont



partout et présents dans tous domaines – ils ne sont pas uniquement présents dans un ou quelques domaines. L’approche intégrée de l’égalité entre les sexes consiste à garantir que les objectifs de l’égalité de genre soient inclus à tous les niveaux et dans les composantes d’une institution – plutôt qu’être ghettoïsés. Elle consiste également à s’assurer que des ressources soient mobilisées afin d’avancer ce qui est en général un très grand agenda. Mais plus important encore, l’approche intégrée de l’égalité entre les sexes n’est pas synonyme à l’«insertion» ou à l’ajout de la notion de genre, ce qui est déjà familier à nombreuses d’entre nous et remonte à la période jadis des femmes dans le développement – l’approche qui consistait à « ajouter les femmes puis à remuer. »

Aujourd’hui, l’approche intégrée de genre menace la réalisation de l’objectif de l’égalité entre les sexes. Nombreuses organisations de développement ont aboli les bureaux/programmes de genre et tout financement spécifique. Les experts dans le domaine du genre ne rendent visite que pour « ajouter la notion de genre » à des cadres déjà existants, de ce fait, l’approche intégrée ne consiste pas à défier l’analyse existante des situations, et il n’y a non plus aucune supposition que dans un premier temps, l’approche intégrée est elle-même néfaste. L’approche intégrée est souvent déclarée comme étant une fin en soi. Le genre est si intégré qu’il n’est plus visible. Après que nous ayons intégré le genre, ce à quoi doivent ressembler nos programmes et nos politiques n’est plus clair. L’idée était-elle d’intégrer le genre de telle sorte qu’il devienne invisible à la fin du processus ?

Dans mon travail au sein d’ActionAid, j’ai décidé d’utiliser stratégiquement les termes « genre et droits des femmes » afin d’indiquer en quoi consiste ce travail – le renforcement du pouvoir d’action des femmes, la jouissance égale par les femmes de leurs droits et un changement dans les relations de pouvoir.

notes

¹ Ireen Dubel, “Challenges for Gender Mainstreaming: The Experiences of Hivos,” 2002.

² J’étais Directrice de l’Unité de soutien pour les femmes dans la politique et notre proposition de projet a été rejetée parce ce que, comme l’a exprimé le membre du personnel de l’ACDI : « Nous ne comprenons pas pourquoi vous vous concentrez uniquement sur les femmes, membres du Parlement. Les députés hommes ont également besoin de faire l’objet d’un renforcement de leur pouvoir d’action ». Quelques autres ONG de femmes ont également eu des expériences similaires.

Mariama répond...

En réfléchissant aux réflexions de mes autres collègues sur l’approche intégrée de genre, j’en viens à conclure que l’approche intégrée de l’égalité entre les sexes comme stratégie dotée de divers tactiques et outils, peut être utilisée de manière efficace pour provoquer des changements de politiques institutionnelles importants pour les droits économiques des femmes. On peut soutenir qu’elle possède de réelles limitations structurelles, mais toutefois, elle peut quand même être un véhicule pour influencer et opérationnaliser les engagements nationaux et internationaux vers les droits économiques des femmes et l’amélioration de l’accès des femmes aux ressources sociales et économiques. Sous sa forme actuelle, c’est le cadre commun pratique et opérationnel pour harmoniser et actualiser l’ensemble des agendas qui peuvent influencer toutes les diverses dimensions du dispositif gouvernemental ayant un impact sur la vie quotidienne des femmes et des hommes: la politique sociale, la politique économique, la politique économique et la politique industrielle.

Pour moi, les potentiels latents et encore possibles de l’approche intégrée de l’égalité entre les sexes sont à quatre niveaux : 1) la possibilité de la prise de conscience des citoyens, des technocrates et des décisionnaires économiques quant aux dimensions critiques de la vie des femmes et des hommes ; 2) la possibilité d’élaborer des approches locales, nationales, régionales et internationales afin de confronter le problème de la discrimination sexospécifique et l’inégalité ; 3) la possibilité de relancer les approches politiques jumelées pour les impacts plus ciblés, de longue durée et soutenus de la taxation, de la budgétisation, de l’attribution des crédits et l’acquisition des prêts, des politiques des taux d’intérêts sur les activités de soutien, d’entrepreneuriat et de développement du marché du travail des hommes et des femmes alors qu’ils/elles continuent d’assurer leurs multiples rôles et fonctions au sein de la société. À la limite, l’approche intégrée de l’égalité de genre peut également être un outil puissant pour bien enraciner les droits culturels, économiques et sociaux des filles, des garçons, des femmes et des hommes et de ce fait peut offrir une fondation solide pour avancer le renforcement du pouvoir économique des femmes.

Mais la triste réalité est que ces potentialités merveilleuses que peuvent offrir l’approche intégrée de l’égalité de genre ont été sévèrement atténuées, déformées et contrecarrées. L’approche intégrée de l’égalité de genre a plutôt succombé aux pièges d’un remède technocratique et a perdu dans la plupart des cas ses principes moraux et philosophiques de base. Dans trop de cas, le

« genre » a été mal utilisé et a été désabusé par ceux qui refusent de reconnaître et de confronter la subordination des femmes et les différentes formes d'injustices sociales et économiques dans l'économie et la société. Ces éléments subversifs à l'égalité entre les sexes, qui ont tendance à avoir une grande influence sur chacune des phases de l'approche intégrée de l'égalité de genre, ont tendance à dépenser leur énergie à marginaliser les enjeux relatifs à l'oppression des femmes et aux inégalités systématiques. Ceci est souvent fait au nom de la protection des intérêts des hommes comme si l'approche intégrée de l'égalité de genre avait pour intention de mettre les hommes en position d'infériorité institutionnelle ou structurelle.

Malheureusement, ce type d'action destructive est beaucoup plus prépondérant qu'on ne le pense, même dans les pays riches. Plus important encore, certains de ses architectes et auteurs sont des femmes. Ces hommes et leurs collaboratrices continueront de nier l'existence du problème de la subordination des femmes et de la discrimination sexospécifique prépondérante qui est défavorable aux femmes. Ou même s'ils reconnaissent le problème, ils refusent d'accepter le fait qu'il soit sérieux ou de voir où, pourquoi et comment persiste-t-il, et comment les attitudes, comportements et politiques actuels sont en train de générer de nouvelles dimensions pour un problème de longue date. Bien qu'ils le réfutent tout haut, l'unité de mesure de base qui régularise de tels comportements et de telles actions, comme l'a noté Gerd Johnsson-Latham, est qu'il n'y a « pas une véritable reconnaissance de l'égalité de valeur des femmes et des hommes. »

L'injustice entre les sexes — le traitement prépondérant et différentiel des hommes et des femmes qui engendre une répartition défavorable des tâches, une mauvaise distribution des ressources et des déséquilibres dans les droits et les allocations en faveur d'un des deux sexes — est endémique de toutes les cultures actuelles. Indéniablement, pour la majeure partie du dernier millénium, les femmes sont celles qui ont été les plus en situations défavorables. Certaines cultures et sociétés ont réussi à éliminer ou à réduire les aspects les plus négatifs et les plus évidents alors que d'autres essaient de la neutraliser usant des lois ou une rhétorique qui nous incitent à penser que le problème n'existe uniquement que dans la culture ou les religions des autres. Toutefois, la composante fondamentale, l'armature, est encore présente dans nos pratiques culturelles, nos maximes et croyances religieuses et dogmes. Et ils soutiennent moralement tous ce que nous disons et faisons quel que soit les gros efforts effectués pour essayer de les atténuer. Quelle est la réaction naturelle et automatique en temps de crises : le sous-emploi, la guerre, etc. ? Il n'existe pas d'autres explications pour la persistance et la ténacité d'un affront si évident à l'évolution humaine et à la technologie.

Dans un tel environnement, l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes ne pouvait qu'être confrontée à une réaction timide et peu enthousiaste et sa mise en

application au mieux, être effectuée à un niveau de base. Il y a un problème général, un manque d'engagement et de prise de responsabilité réels vis-à-vis des directives principales : la justice et l'égalité entre les sexes. Dans certains domaines, plus de ressources ont certainement été attribués aux programmes qui bénéficient aux femmes. Toutefois dans les domaines critiques de la conscientisation et de l'implantation profonde dans le psychisme de décisionnaires ainsi que dans la conception structurelle des politiques, les succès ont été illusoire. En réalité, les initiatives, les mécanismes et les outils de l'approche intégrée de l'égalité de genre font l'objet d'une insuffisance de fonds et de ressources.

Il y a donc beaucoup de travail à faire à différents niveaux. La question suivante peut être posée : cela vaut-il la peine de continuer de dépenser autant d'énergie, ou la moindre énergie sur l'approche intégrée de l'égalité de genre ? Nous devons nous pas simplement aller à la recherche de nouveaux cadres, concepts et programmes ? J'estime que ce sont là des questions valables. Cependant, je suis également sûre que tant que nous sommes sérieusement en mesure d'influencer les cœurs et de changer les opinions, quel que soit les succès que nous serions en mesure de réaliser dans les nouveaux cadres, ils s'avèreront être éphémères. Même ces nouveaux cadres qui semblent à l'instant être des options si attrayantes et enrichissantes, seront éventuellement confrontés aux mêmes obstacles auxquels se heurte l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes. Les activités de conscientisation et d'implantation des préoccupations relatives à la justice entre les sexes dans tous les aspects de la vie social et économique qui influencent le courant de la prise de décision devront persister.

Joanne répond...

Il semblerait que les quatre soumissions soient parvenues à un vaste consensus. Il est convenu que : a) le travail sur l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes ait été réduite à une technique ou une fin en soi, perdant ainsi son lien entre les objectifs qu'elle cherchait initialement accomplir (par ex. comme un moyen ou une stratégie pour mettre en évidence, faisant une analyse, le pouvoir et les privilèges différentiels entre les hommes et les femmes et pour offrir un soutien à de meilleures stratégies vers une transformation menant à la justice sociale) ; et b) il y a une confusion conceptuelle rampante concernant l'approche intégrée de l'égalité de genre ayant pour conséquence de faire de son usage un moyen pour rendre invisibles les droits des femmes et l'égalité entre les sexes.

Je suis d'accord sur tous les points qu'ont soulevé mes collègues, mais aucune de nous n'a réellement avancé une proposition. Nous exprimons toutes le besoin d'avoir des approches et stratégies qui abordent les

inégalités structurelles et la transformation des relations de pouvoir existantes. L'approche intégrée de l'égalité de genre était supposée de faire cela, mais ceci ne s'est pas produit en réalité. Je suis d'accord avec Gerd Johnsson que nous n'avons pas besoin de faire des efforts pour reformuler la vision proposée à Beijing. Toutefois, nous avons certainement besoin d'avoir des approches éprouvées qui puissent faire de la rhétorique de l'égalité entre les sexes et des droits des femmes une réalité.

Nous avons besoin de reconnaître que le changement qui transforme les relations de pouvoir entre les sexes a lieu de manière arbitraire et irrégulière dans différentes régions et à différents moments. Wangari Mathai vient juste de devenir la première femme africaine lauréate du Prix Nobel de la Paix. Les femmes ont voté en Afghanistan. Ces exemples et d'innombrables autres mesures prises chaque jour par de courageux hommes et femmes dont les récits n'atteignent jamais le domaine public, sont toutes des réalisations importantes. Je pense également à Nita Barrow, la convocatrice du Forum des ONG à la 3ème Conférence mondiale des femmes au Nairobi, qui a parlé du fait que souvent les leaders les plus efficaces n'avaient nécessairement pas toujours un plan directeur... elles/ils savaient tout simplement quels étaient les trois prochaines étapes les plus importantes.

Mon rêve est que nous ayons une série d'approches fascinantes, incontestables et impérieuses qui puissent illuminer une voie irrévocable vers l'égalité entre les sexes et dont la sagesse serait reconnue par tous et à laquelle tous se joindraient. Je vais me contenter cependant des trois étapes importantes suivantes :

Mes réflexions immédiates :

- a) *Générer un plus grand soutien aux droits humains des femmes* : Nous avons CEDEF, nous avons des conventions régionales relatives aux droits de la femme en Amérique latine et en Afrique. Nous avons besoin de générer plus d'attention, de soutien, de prise de responsabilité et de compétences pour remédier à la discrimination et au stigma dans la vie des femmes.
- b) *Mettre fin à l'impunité qui fausse l'approche intégrée de l'égalité de genre* : Après dix ans de formation intensive et de l'élaboration d'innombrables politiques pour l'égalité entre les sexes, il existe un besoin de mettre en place des systèmes d'imputabilité à tous les niveaux.
- c) *Développer des organisations et réseaux puissants et durables qui plaident pour les droits de la femme* : Nous n'aurions pu aller si loin si ce n'était pas à cause de tant de femmes (et de quelques hommes) qui se sont battues pour

élaborer un agenda pour l'égalité entre les sexes et les droits des femmes. Nous avons besoin d'offrir notre soutien et d'attirer de nouvelles générations de femmes et d'hommes ayant de nouvelles idées et de nouveaux enjeux afin de pouvoir permettre à ce travail de progresser.

Gerd répond...

Premièrement, le concept de l'approche intégrée de l'égalité de genre est problématique, non seulement à cause de la composante faisant référence à l'intégration (la stratégie) mais également à cause du problème supplémentaire lié aux malentendus relatifs au sens du mot « genre » (le point de départ/concept). Donc remplacer la notion d' « intégrer » peut encore nous laisser avec le problème indiqué par Everjoice Win (problème que partagent notamment les ONG avec lesquelles je me suis entretenue en Suède) : le « genre » a tendance à être faussement interprété et les propositions de projet qui se concentrent sur les femmes courent le risque d'être rejetés si les hommes ne sont pas aussi inclus comme bénéficiaires. Apparemment, il existe encore une tâche gigantesque qui est celle d'expliquer que le genre signifie prendre en compte les conditions qui touchent à la fois les femmes et les hommes, puis prêter une attention particulière aux femmes afin de redresser des centaines d'inégalité entre les sexes dans presque tous les domaines.

Deuxièmement, la notion d' « intégrer » nécessite que quelqu'un intègre réellement. Indiquer l'appropriation et la prise de responsabilité du processus d'intégration est essentiel dans chaque processus. En plus, il semble critique d'établir un critère minimum pour ce qui serait reconnu comme ayant été « intégré ». Nous avons également besoin de méthodes de prise de responsabilité et de contrôle en ce qui concerne par exemple la budgétisation et l'audit de genre.

Troisièmement, il doit être reconnu que l'approche intégrée de l'égalité de genre n'était pas la seule stratégie adoptée à la Conférence de Beijing en 1995. Cette approche a été mise en relief ainsi que le « renforcement du pouvoir d'action des femmes ». Le concept du renforcement du pouvoir d'action des femmes est en réalité beaucoup plus clair et moins apte à être faussement interprété. Ainsi, « le renforcement du pouvoir d'action des femmes » semble mériter d'être à nouveau pris en considération et placé au premier plan. Nous avons encore beaucoup de travail à faire pour comprendre comment le renforcement du pouvoir des femmes peut être réalisé, à la fois pour les femmes en collectivité et pour les femmes au niveau individuel

(par ex. par le biais de la législation, l'éducation, l'attribution des fonds, la création de nouveaux postes dans le cadre des activités pour l'égalité entre les sexes dans les gouvernements et ailleurs, etc.). Du travail est également requis pour comprendre comment d'une part, les structures existantes de pouvoir qui sont essentiellement masculines ou patriarcales, sont liées aux privilèges masculins – et d'autre part, à des frais et des désavantages pour les femmes. De même, nous avons besoin de développer notre savoir sur la manière dont le pouvoir et les privilèges sont décisifs dans tout processus de prise de décision, l'élaboration d'agenda, pour l'accès aux ressources et le contrôle sur de méthodes de violence pour punir tout adversaire (y compris les femmes) et sur les moyens de compensation afin de coopérer tout adversaire (et marginaliser les féministes).

Pour conclure, bien que l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes et le renforcement du pouvoir d'action soient des méthodes et des stratégies, nous ne devons pas oublier que l'objectif principal est l'égalité entre les sexes. L'égalité entre les sexes peut être interprété comme ayant le même que le nouveau concept qu'est la justice entre les sexes. Donc, à ce stade, pour pouvoir poursuivre l'égalité et la justice entre les sexes, nous avons besoin de nous concentrer sur des méthodes de changement efficaces et de faire plus d'efforts sur : le renforcement du pouvoir d'action des femmes afin de parvenir à la justice entre les sexes.

Everjoice répond...

Nous semblons toutes reconnaître que dans l'ensemble l'approche intégrée de l'égalité de genre a jusqu'ici « fait beaucoup de promesses et a réalisé très peu. » Avec une clarté conceptuelle adéquate, entre de bonnes mains et dotée d'un engagement sérieux, l'approche intégrée de l'égalité peut être et est réellement efficace. À cela, je me devrais d'ajouter– [qu'elle doit être] *dotée d'une fondation politique adéquate*. L'approche intégrée de l'égalité de genre est tout simplement un outil. Tout outil entre les bonnes mains produira des résultats positifs. Dans le cadre d'un esprit politique adéquat, elle peut faire des miracles. Toutefois, si un bon outil est livré entre de mauvaises mains, il devient une arme avec laquelle une destruction massive peut être faite.

Une importante composante qui manque à l'analyse que nous avons effectué jusqu'ici est la réalisation du fait que le discours et les outils relatifs au genre ont été systématiquement arrachés des mains des féministes. Il y a eu de sérieux efforts qui sont également faits par plusieurs pour écarter « le genre » et tout ce qu'il implique, du féminisme. Il n'est pas rare d'entendre le refrain : « Nous ne voulons pas être féministes, nous voulons faire du bon travail relatif au genre. » Qu'est ce que cela veut-il dire exactement, je me demande théoriquement ? Ceci est le plus grand défi qui contribue aux tentatives visant à se réapproprier le genre et l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes. Donc,

bien que je sois d'accord avec Aruna *et al.* que beaucoup de réalisations positives ont été acquises grâce à l'approche intégrée de l'égalité de genre, pour certaines d'entre nous, la pollution de la lutte par le langage et les stratégies protecteurs du genre, font de la réappropriation une option peu désirable.

Analyser le courant dominant:

En effet, nous devons nous poser la question à savoir quel est l'état même du courant dominant? Est-il ce que nous désirons? Dans quelle direction se dirige-t-il ? Désirons-nous le suivre? Peut-il être détourné afin d'être dirigé dans la direction de notre choix? Là est le grand défi. Le courant dominant en ce qui concerne les approches au développement, à l'anti-pauvreté ou même aux droits humains, n'est pas exactement le type de courant dans lequel certaines féministes désirent se retrouver. Ainsi, avant même de parler d'« intégrer » quoi que ce soit, nous avons besoin d'avoir une compréhension plus aiguë des couches sous-jacentes. C'est l'un des défis auxquels les activistes des droits de la femme et les féministes sont confrontées, surtout celles qui œuvrent au sein même de ce courant. Essayer de comprendre les cadres idéologiques et les rapports de pouvoir en jeu est elle-même une tâche majeure. Avec ses approches apparemment non menaçantes et apolitiques, le « genre » a tendance à être très accepté dans le courant dominant avec des sourires et à bras ouverts. Mais à peine cette façade accueillante affichée que l'activiste commence à se demander pourquoi le courant continue-t-il sans cesse de changer et de se précipiter dans différentes directions à chaque tournant ! Un bon exemple est l'enthousiasme actuel autour du genre dans le cadre du VIH/SIDA. La simple question à se poser est donc de savoir si les choses sont si claires et le genre peut être abordé facilement, pourquoi les choses ont-elles peu changé pour les femmes et les filles ? Une fois de plus, notre activisme féministe nous signale que les enjeux relatifs au pouvoir et les luttes idéologiques ne sont pas ouvertement déclarés. Ainsi, l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes qui est souvent introduite comme un acte apolitique, vogue à la dérive lorsqu'elle se heurte aux rochers du patriarcat et du pouvoir.

Je suis d'accord avec le collègue de Joanne...*retournons travailler au service des femmes !*

Recueillis par
Alison Symington
Assistance à la
recherche par
Juhi Verma
Mise en page par
Lina Gomez
Traduit par
Angela Lanvin

A propos des contributrices

Gerd Johnsson-Latham est la directrice adjointe du Département pour la Coopération mondiale, au Ministère suédois des Affaires étrangères. Depuis 1992, elle se concentre sur le genre et le développement afin d'intégrer le genre dans tous les domaines de la coopération au développement.

Everjoice J. Win est actuellement la coordinatrice internationale du programme genre pour Action Aid International, où elle est responsable de l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes au sein de l'organisation et elle travaille pour les droits des femmes au niveau international. Elle est une féministe du Zimbabwe et elle a travaillé avec le Women's Action Group, Women in Law and Development in Africa (WILDAF) et la Commission on Gender Equality of South Africa.

Joanne Sandler est la directrice exécutive adjointe pour les programmes au Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM). Elle a travaillé avec diverses organisations internationales et différents groupes de femmes au cours des 25 dernières années, portant une attention particulière au développement organisationnel, à la planification stratégique et à la justice économique.

Mariama Williams est une consultante en économie internationale et une associée adjointe au Center of Concern à Washington, D. C. Elle est la conseillère en recherche pour l'International Gender and Trade Network, la coordinatrice adjointe en recherche dans le domaine de l'économie politique de la mondialisation (Commerce) à Development Alternative with Women for a New Era (DAWN) et une directrice de l'Institute for Law and Economics (ILE-Jamaica).



awid

L'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID) est une organisation internationale d'adhérent(e)s dont les objectifs sont de faciliter l'engagement, d'informer et de mobiliser les individus et les organisations qui œuvrent pour la promotion de l'égalité entre les sexes, le développement durable et les droits de la femme. Un réseau dynamique de plusieurs milliers de femmes et d'hommes, membres de l'AWID sont des chercheur(e)s, des universitaires, des étudiant(e)s, des activistes, des femmes et hommes d'affaires, des décisionnaires, des spécialistes du développement, des bailleurs de fonds et bien d'autres, dont la moitié provient du Sud et de l'Europe de l'Est.